



## DOCUMENT DE CONCLUSION

### RAN LOCAL

16-17 juin 2022, Barcelone, Espagne

# Comment faire face à l'impact local des activités (extrémistes) en ligne

## Résumé

L'écosystème numérique ne cesse de gagner en complexité. Il est donc d'autant plus important que les praticiens parviennent à le comprendre. Dans cet environnement, des personnes vulnérables passent du temps, tissent des liens et consomment des informations, tandis que de leur côté terroristes et extrémistes mènent des activités de radicalisation et de recrutement, et que les praticiens s'efforcent de faire leur travail.

Comme de précédents événements du RAN (LOCAL) l'ont déjà souligné, le travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent mené en ligne ne doit pas être considéré comme un « petit plus » venant simplement compléter le travail en face à face. Il ne faut pas seulement prendre en considération les interventions en ligne ou hors ligne, il faut tenir compte de leurs interactions et de la façon dont les activités en ligne influencent le contexte local, que ce soit à l'école, au sein des communautés, lors de manifestations, etc. En théorie, la mise en place d'activités en ligne offre de nombreuses possibilités et opportunités, notamment sur le plan éducatif et de la prévention. En pratique toutefois, tous les professionnels ne se sentent pas à l'aise dans l'environnement numérique et la transition entre le monde physique et l'environnement en ligne exige une attention et des efforts particuliers. Le travail en ligne doit donc être une activité à part entière intégrée à une approche globale menée dans le travail local de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Toutefois, pour les coordinateurs et les praticiens locaux, il est difficile d'intervenir en ligne et d'adopter une approche globale pour faire face aux conséquences « hors ligne » des activités numériques. Les 16 et 17 juin 2022, des coordinateurs locaux de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, d'autres praticiens et des représentants d'ONG se sont retrouvés pour discuter de deux types de difficultés signalés par les coordinateurs locaux. Les participants ont échangé sur les deux types de difficultés qu'ils rencontrent à l'échelle locale, en quoi elles posent problème et comment ils s'efforcent d'y faire face.

Voici certaines des recommandations formulées par les participants face aux problèmes identifiés :

- N'ayez pas peur des dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) : trouvez un moyen de vous les approprier au lieu de chercher à les éviter.
- Passez en revue et actualisez les accords et partenaires de la structure interinstitutionnelle locale pour y inclure l'écosystème numérique, par exemple en concluant de nouveaux accords concernant le partage d'informations depuis des sources en ligne.
- Réalisez les investissements nécessaires pour étendre les connaissances et les compétences des praticiens dans l'écosystème numérique.

- La résilience numérique et l'éducation aux médias (dont des connaissances sur les algorithmes et les bulles créées par les filtres) doivent continuer d'être enseignées aux enfants mais aussi à toute personne allant sur Internet.

## Contexte de la discussion

Suite à l'apparition et à l'adoption rapides de nouvelles technologies et plateformes numériques, les individus, jeunes et moins jeunes, passent plus de temps que jamais en ligne. Des technologies comme la réalité virtuelle et l'intelligence artificielle estompent de plus en plus les limites entre les mondes en ligne et hors ligne, les considérant comme le prolongement l'un de l'autre plutôt que comme deux mondes séparés. La pandémie de COVID-19 a accéléré cette transformation numérique et les problèmes qu'elle entraîne. Les publics vulnérables passent de plus en plus de temps sur les sites d'actualité, les chaînes de médias sociaux, les plateformes de jeux et les forums de discussion. Ils sont donc devenus des proies plus faciles pour les terroristes, les extrémistes et les autres acteurs malveillants qui diffusent en grande quantité des éléments de désinformation, des fausses nouvelles, des discours complotistes, de la propagande extrémiste, des discours de haine, etc. L'écosystème numérique ne cesse de gagner en complexité. Il est donc d'autant plus important que les praticiens parviennent à le comprendre. Dans cet environnement, des personnes vulnérables passent du temps, tissent des liens et consomment des informations, tandis que de leur côté terroristes et extrémistes mènent des activités de radicalisation et de recrutement, et que les praticiens s'efforcent de faire leur travail.

De précédents événements du RAN (LOCAL) ont souligné l'importance pour les praticiens d'organiser des interventions en ligne. Comme l'a conclu le document du RAN intitulé [« Approche en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent en ligne pour les autorités locales : enjeux, conseils et astuces »](#), le travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent mené en ligne ne doit pas être considéré comme un « petit plus » venant simplement compléter le travail réalisé en face à face. Il ne faut pas seulement prendre en considération les interventions en ligne ou hors ligne, il faut tenir compte de leurs interactions et de la façon dont les activités en ligne influencent le contexte local, que ce soit à l'école, au sein des communautés, lors de manifestations, etc. Le travail en ligne doit donc être une activité à part entière intégrée à une approche globale menée dans le travail local de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.

Toutefois, pour les coordinateurs et les praticiens locaux, il est difficile d'intervenir en ligne et d'adopter une approche globale pour faire face aux conséquences « hors ligne » des activités numériques. Cette réunion a examiné les deux types de difficultés signalées par les coordinateurs locaux. Les participants ont échangé sur les deux types de difficultés qu'ils rencontrent à l'échelle locale, en quoi elles posent problème et comment ils s'efforcent d'y faire face.



### Aspects juridiques, localisation, suivi et partage d'informations

- Établissez un schéma clair de la façon dont les contenus et activités extrémistes circulent en ligne et les implications que cela peut avoir au niveau local. Dans de nombreux pays, **c'est la police qui est chargée de surveiller les contenus en ligne**. Par conséquent, les partenaires de l'environnement interinstitutionnel dépendent des ressources, de la volonté et des possibilités de la police en matière de partage d'informations.
- Dans le même contexte, de nombreux participants ont indiqué que les insuffisances ou le caractère inadapté du **cadre juridique applicable au partage d'informations issues de sources en ligne** met à mal leurs efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent en ligne. Pour certains, le manque de clarté de la structure juridique a pour conséquence que les informations issues de sources ou d'activités en ligne ne peuvent être intégrées au travail de prévention interinstitutionnel. De nombreux participants ont aussi indiqué intervenir dans une **zone grise** entre, par exemple, la protection de la liberté d'expression et la lutte contre les discours de haine, deux concepts entre lesquels il est difficile de tracer une séparation nette en ligne.
- À l'autre extrémité du spectre, les coordinateurs locaux sont confrontés à l'interprétation stricte des réglementations en vigueur, notamment du RGPD. De **peur d'enfreindre le RGPD**, les partenaires interinstitutionnels préfèrent parfois ne partager aucune information personnelle. Certains praticiens sont également réticents à faire part de leurs inquiétudes à la police car ils craignent qu'une enquête sur les comportements en ligne ne débouche sur un fichage et n'entraîne une **stigmatisation**.

- Les fausses informations, les théories du complot, la propagande extrémiste et les discours haineux peuvent être publiés depuis n'importe où dans le monde, même s'ils ne ciblent ou n'affectent qu'une communauté locale. Les coordinateurs locaux indiquent que cet aspect ne fait que compliquer encore plus la traduction en justice des auteurs et l'identification des responsables lorsqu'ils agissent en dehors de la juridiction locale.

### **Un des exemples mentionnés explique dans quelle mesure le partage d'informations en l'absence de structure juridique claire présente un obstacle pour les coordinateurs et praticiens spécialisés dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent :**

Une ONG ou des praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent expriment certaines inquiétudes concernant plusieurs suspects qui n'ont rien fait d'illégal mais qui sont, par exemple, en relation avec des personnes qui sont parties en Syrie pour combattre dans les rangs de Daesh, et qui sont devenues actives sur les plateformes de médias sociaux. Les praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent n'ayant aucun motif légal de surveiller les activités en ligne de ces suspects, ils ne savent pas à quels groupes en ligne ils appartiennent ou quels sites Web ils consultent régulièrement. Ils font donc appel à la police qui est autorisée à mettre en place ce type de surveillance. Les fonctionnaires de police expriment leurs craintes et demandent de plus amples informations pour savoir s'ils doivent intervenir ou non. Toutefois, la police, que ce soit pour des raisons de confidentialité ou à cause du RGPD, ne veut pas toujours, ou n'a pas toujours le droit de partager des informations avec d'autres partenaires. Au bout du compte, les praticiens n'en savent pas plus sur l'utilisation d'Internet par les suspects. Il leur manque toujours une pièce du puzzle pour avoir une vision globale de la vie et du comportement de la personne.



### **Connaissances, compétences et interventions des praticiens de première ligne**

- Dans ces domaines, la principale difficulté réside dans l'utilisation des **compétences et des connaissances des médias sociaux** par les praticiens de première ligne et les coordinateurs de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent à l'échelle locale, et leur **capacité à identifier les contenus faisant référence à l'idéologie extrémiste**. Ceci exige d'être en mesure d'utiliser les différentes plateformes de médias sociaux et de connaître les symboles et le langage utilisés dans les idéologies extrémistes sur ces plateformes. Sachant qu'en moyenne une personne utilise 7,4 plateformes de médias sociaux différentes, sur lesquelles elle passe près de 2,5 heures par jour <sup>(1)</sup>, cela fait beaucoup de choses à surveiller.
- Le manque de connaissances et de compétences ne se limite pas aux interventions ou aux compétences de détection. Les praticiens ont aussi des difficultés à accéder à la **technologie et à l'expertise adéquates** dont ils ont besoin pour développer et mettre en place des interventions, des programmes de sensibilisation et des campagnes de discours alternatif adaptés en ligne.
- Les praticiens ont du mal à **garder le fil des avancées technologiques dans le domaine numérique**. Ceci n'est pas seulement dû au fait que les technologies et plateformes évoluent rapidement, cela vient aussi du fait que les extrémistes s'empressent d'adopter les nouvelles technologies pour éviter d'être détectés ou pour rester dans les limites autorisées par la loi.
- Lorsque les praticiens de première ligne identifient des signes de contenu extrémiste, ils ne connaissent pas toujours la **marche à suivre**. Doivent-ils le signaler, à qui, doivent-ils entrer en contact avec l'auteur de la publication, ou cela ne ferait-il qu'alimenter encore plus l'algorithme ? Sont-ils autorisés à interagir depuis leur profil personnel ou doivent-ils posséder un profil professionnel ?
- L'**identification du groupe cible en cas d'intervention en ligne** pose aussi problème. Il est extrêmement difficile, pour les praticiens, de savoir dans un groupe quels sont les éléments les plus radicalisés et ceux avec lesquels il est encore possible d'avoir une discussion productive et auprès desquels ils peuvent intervenir

<sup>(1)</sup> Statistiques issues de : <https://datareportal.com/social-media-users>

en face à face. Transformer une communication en ligne avec des personnes vulnérables en une rencontre en face à face exige des compétences et des outils spéciaux, notamment pour nouer avec elles une relation de confiance dans laquelle il est possible de remettre en question leurs idées et convictions.

### Voici un des exemples mentionnés concernant le problème de manque de compétences et de connaissances :

Comment les coordinateurs locaux de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent peuvent-ils aider les praticiens de première ligne à se professionnaliser dans l'écosystème en ligne de manière durable et structurelle ? Tout particulièrement dans le domaine de la prévention et du renforcement de la résilience, un coordinateur local a expliqué avoir du mal à trouver le juste équilibre entre formation, financement, éducation et prévention au sens large. Dans l'idéal, les coordinateurs souhaitent que tous les praticiens qu'ils supervisent soient résilients sur le plan numérique mais les ressources sont toujours limitées. Face à la quantité de contenus publiés, il est impossible de tout surveiller. Par conséquent, le travail de prévention devient encore plus important. La question se pose toujours de savoir quels professionnels en particulier ont besoin d'être formés, comment cela peut se faire, où ils doivent effectuer leur surveillance (quels groupes sont les plus à risque ?), quand ils doivent intervenir eux-mêmes et quel doit être l'équilibre entre travail en ligne et hors ligne ?

## Recommandations

Les participants se sont accordés à dire que les **coordinateurs locaux de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent jouent un rôle crucial** dans la détection et le suivi des activités en ligne et pour faciliter la prise de contact avec les personnes au niveau local. Ce sont eux qui centralisent les informations des différentes parties prenantes impliquées et qui décident quelle est la personne ou le dispositif qui permet le mieux d'atteindre les personnes à risque, étant donné qu'ils ont une bonne connaissance du terrain au niveau local. Concernant les deux types de difficultés abordés durant la réunion, certaines recommandations ont été adressées en particulier aux praticiens locaux impliqués dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent à l'échelle locale, ainsi qu'à d'autres partenaires travaillant dans une structure institutionnelle locale.



### Aspects juridiques, localisation, suivi et partage d'informations

- **Ne craignez pas le RGPD.** Trouvez un moyen de vous l'approprier au lieu de chercher à l'éviter. Le RGPD ne doit pas être un obstacle à une prévention primaire précoce. La **prévention primaire** n'étant pas axée sur l'individu, aucune information personnelle ne doit être partagée. En matière de **prévention secondaire ou tertiaire**, des règles peuvent être établies et des accords signés sur les modalités de collecte et de partage des informations personnelles dans le cadre interinstitutionnel. Pour protéger la confidentialité des individus, les problèmes peuvent être signalés de manière anonyme. Les praticiens ont aussi la possibilité d'établir un contact hors ligne et de ne pas enregistrer les données personnelles des personnes avec lesquelles ils échangent.
- Pour que la dimension en ligne devienne un élément à part entière du travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent, **il est important que vous passiez en revue votre plan d'action local de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et la structure de coopération interinstitutionnelle.** Les objectifs (secondaires) que vous avez définis précédemment sont-ils toujours valables ou doivent-ils être adaptés de façon à inclure un environnement en ligne ? Qu'en est-il des définitions utilisées ? Les partenaires impliqués sont-ils toujours adaptés pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent ? Quels sont les rôles et responsabilités de chacun dans la structure interinstitutionnelle, en ligne et hors ligne ? Le partage des informations est-il différent selon qu'elles sont issues de sources en ligne ou hors ligne et, dans ce cas, comment peuvent-elles être partagées ? Si nécessaire, discutez, **examinez et actualisez les accords** déjà conclus avec les différents partenaires impliqués dans la structure

interinstitutionnelle <sup>(2)</sup>. Les organisations des praticiens peuvent faire de même en fixant des règles concernant le profil des personnes qui interviennent en ligne, et comment <sup>(3)</sup>.

- **Soyez clair et expliquez** à tous les acteurs impliqués dans la structure interinstitutionnelle comment les informations (personnelles) sont enregistrées et pour combien de temps. **La transparence et la confiance** restent des facteurs clés pour établir et entretenir des collaborations efficaces.
- L'examen des rôles et responsabilités des partenaires impliqués dans la coopération interinstitutionnelle doit aussi inclure la prise en compte de la **localisation des délinquants en ligne** et préciser qui est responsable dans chaque juridiction. Le contenu en ligne ne s'arrêtant pas aux frontières, en particulier au niveau local, il est utile de savoir qui contacter lorsqu'un suivi est nécessaire au-delà de l'échelle locale.
- Le **coordinateur local de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent** peut être la personne qui pourra réunir les différents partenaires et leur indiquer qui contacter et où s'ils ont des questions. Les participants ont émis l'idée de créer un « **pôle d'information** », un lieu (numérique) centralisant des ressources en ligne pertinentes que les praticiens peuvent consulter lorsqu'ils ont besoin d'obtenir une connaissance, une compétence ou une expertise particulière.

---

<sup>(2)</sup> Pour plus d'informations sur la mise en place de structures et d'accords interinstitutionnels, consultez par exemple l'article ex-post de RAN LOCAL (2018) intitulé « [Exercices de simulation : pratiquer la coopération interinstitutionnelle](#) » et article ex-post de RAN LOCAL (2017) « [Local Action Plan Academy](#) ».

<sup>(3)</sup> Voir, par exemple, ce document sur le [Travail en ligne auprès des jeunes dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent](#) (RAN, 2020).



## Connaissances, compétences et interventions des praticiens de première ligne

- **Réalisez les investissements nécessaires pour étendre les connaissances et les compétences des praticiens dans l'écosystème numérique.** En plus de la formation, ceci peut être fait en comblant les manques actuels en termes de connaissances et d'expertise au sein d'une équipe, soit en faisant appel à des experts extérieurs, soit en complétant l'équipe avec une « personne expérimentée dans le domaine numérique ». Même si les jeunes, qui ont grandi avec les médias sociaux, ne sont pas les seuls à maîtriser les technologies numériques, ils peuvent être d'une aide précieuse et être plus proches du public cible. Renforcer les compétences numériques peut, par exemple, aider les animateurs ou travailleurs sociaux à gagner en autonomie lorsqu'ils naviguent dans l'espace en ligne, ou à le faire de façon plus sûre, sans avoir à dépendre des jeunes pour comprendre comment fonctionne l'espace en ligne.
- **La résilience numérique et l'éducation aux médias** doivent continuer d'être enseignées aux enfants mais aussi à toute personne allant sur Internet. Il est important de comprendre le fonctionnement de l'écosystème numérique, les effets des **algorithmes** et des **bulles de filtres**, et les moyens utilisés par les extrémistes pour essayer de les influencer. Ces notions pourraient être enseignées par le biais de campagnes de sensibilisation (menées par des ONG), par des formations et une éducation apportées par les praticiens et grâce à des partenariats public/privé entre gouvernements et sociétés de médias sociaux afin de limiter l'influence des extrémistes en ligne.
- Grâce à leur indépendance, les **ONG peuvent jouer un rôle capital et apporter de la valeur ajoutée** pour sensibiliser le public au travers de campagnes (de récits alternatifs) ou d'une sensibilisation à des sujets tels que l'éducation aux médias, la résilience numérique ou même les valeurs démocratiques, car elles pourraient être plus crédibles aux yeux du public cible.
- Les administrations locales et nationales peuvent soutenir les ONG et les praticiens **en finançant** leurs campagnes et leurs interventions. Pour prévenir l'extrémisme violent, il est important d'essayer de déterminer ce qui fonctionne, et dans quel contexte, mais aussi d'identifier les effets à long terme et les financements possibles. Ceci exige de réfléchir mûrement aux partenaires et aux interventions à financer et de surveiller et d'évaluer si les fonds ont été bien dépensés.
- Souvent, ce qui se passe en ligne a des répercussions hors ligne, et vice-versa. Les praticiens de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent doivent essayer d'**équilibrer ce flux bidirectionnel** d'actions et réactions en ligne / hors ligne. Ceci vaut pour les interventions, mais aussi pour la **linguistique** utilisée ; tenez-compte du fait que les termes utilisés en ligne ne sont pas toujours les mêmes que ceux utilisés hors ligne, même si les personnes discutent du même sujet. En termes de linguistique, l'**intelligence artificielle** (IA) peut aider à détecter les contenus extrémistes et leur évolution pour rester dans les limites de la loi et des réglementations en vigueur sur les plateformes de médias sociaux. Toutefois, la quantité de contenus diffusés en ligne est si importante que, même avec l'aide de l'IA, tout le contenu malveillant ne peut pas être détecté. Il est donc primordial de continuer à éviter d'offrir un terrain fertile à la radicalisation menant à l'extrémisme violent.
- Investissez dans la création d'**espaces numériques sûrs**, tels que des « maisons de la démocratie en ligne ». Ils transportent dans un monde imaginaire en ligne des personnes qui ont quelque chose en commun, comme un sport ou un hobby. Ces personnes se rencontrent en ligne et se retrouvent ensuite quelque part en ville pour apprendre à se comprendre, à accepter les points de vue de chacun et à discuter de manière respectueuse.

## Pratiques pertinentes

### *Des villes numériques sûres – projet pilote de Nordic Safe Cities*

Nordic Safe Cities a démarré [un projet pilote](#) pour aider les coordinateurs locaux de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent à comprendre le paysage spécifique des discours de haine, de l'extrémisme et du racisme et la façon dont ils circulent en ligne dans certaines zones géographiques comme une ville. Grâce à un algorithme qui analyse les contenus ouverts et publics de plusieurs plateformes de l'environnement numérique local, les coordinateurs locaux comprennent mieux qui est visé par les discours de haine, quels thèmes polarisent le débat et ce qui déclenche cette haine. Ceci aide à comprendre le phénomène, mais aussi à disposer des outils nécessaires pour élaborer des interventions spécialisées et renforcer la prévention de l'extrémisme en ligne, sur le plan local. Parmi les exemples de domaines d'intervention en cours de développement figurent : constituer, au sein de la municipalité, une équipe numérique chargée d'analyser la haine en ligne et de former les agents de prévention au travail en ligne, aider les organisations de la société civile à collaborer en s'exprimant de façon modérée en ligne pour contrer les discours de haine, ou même sécuriser la vie politique locale et mettre en place un climat de débat inclusif et non polarisant.

## Suivi

- Pour les coordinateurs locaux, il serait utile d'organiser une rencontre ou un atelier spécialisé durant lequel chaque participant serait amené à réfléchir à la façon dont sa structure institutionnelle locale pourrait être adaptée de manière à inclure l'écosystème en ligne en tant qu'élément à part entière du travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Chaque participant devrait aussi trouver des moyens de partager des informations, et réfléchir aux rôles et responsabilités des partenaires impliqués.
- Il serait utile d'organiser un webinaire destiné aux coordinateurs locaux de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et portant sur les tendances et développements en ligne récents en Europe et leurs répercussions sur les interventions et plans locaux dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.

## Pour approfondir

Groupe de travail RAN Autorités locales (RAN LOCAL), 2021 : [Approche en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent en ligne pour les autorités locales : enjeux, conseils et astuces](#)

Groupe de travail Autorités locales du RAN (RAN LOCAL), 2017 : article ex-post [Local Action Plan Academy](#)

Groupe de travail RAN Autorités locales (RAN LOCAL), 2018 : article ex-post [Exercices de simulation : mettre en pratique la coopération entre plusieurs agences](#)

Groupes de travail Jeunes, familles et communautés (RAN YF&C) et Communications & discours (RAN C&N), 2020 : [Comment travailler en ligne auprès des jeunes dans le contexte de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent : Examen des éléments actuels](#)

Strong Cities Network (2022) : [Together for Safety 2022 Online Talks | Key Findings](#)